

1 juillet 1994 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien accordé par M. François Mitterrand, Président de la République au quotidien sud-africain "The Star" le 1er juillet 1994, sur les relations entre la France et l'Afrique du Sud, la suppression de l'apartheid, l'intervention française au Rwanda et le bilan de treize ans de présidence de l'Etat français.

QUESTION.- Monsieur le Président, vous êtes le premier chef d'Etat en visite en Afrique du Sud, depuis l'investiture du Président Mandela. Quel est le message que vous espérez apporter à l'Afrique du Sud ?

- LE PRESIDENT.- Il ne sera pas différent de celui que je lui ai adressé depuis des années. J'ai participé à de nombreuses discussions internationales sur l'Afrique du Sud, du temps de l'apartheid. Nous souhaitons la fin de l'apartheid et nous demandions qu'un gouvernement démocratique et multiracial pût diriger ce pays avec des lois normales pour un pays démocratique. Et d'autre part, sans le connaître, je ne nierai pas l'intérêt très grand, inhérent à ce pays, aux hommes de ce pays si divers par ses productions, bref par son caractère.

- Le message sera le même aujourd'hui, sauf qu'entre-temps ce que je souhaitais s'est réalisé par le mérite de responsables de haut niveau international et de grande qualité humaine.

- QUESTION.- Six premiers ministres français se sont rendus en Afrique du Sud. Pourquoi l'Afrique du Sud est-elle si importante pour la France ? Nous sommes un petit pays !

- LE PRESIDENT.- Petit pays ? Pas tant que cela : ni par sa superficie, ni par sa population, ni par ses capacités de production, ni par la situation internationale qu'il est en passe d'acquérir. Ce n'est pas un pays ordinaire : pensez à sa littérature, à son histoire.

- QUESTION.- Vous êtes un des leaders politiques mondiaux parmi les plus expérimentés.

- LE PRESIDENT.- Oui, malheureusement !

- QUESTION.- Avez-vous des conseils à donner au nouveau gouvernement et s'agissant de la cohabitation avec l'opposition, les oppositions ?

- LE PRESIDENT.- Non, je n'ai pas de conseils à donner.

- Je pense seulement que cet équilibre tient du miracle, par la volonté de quelques hommes, leur intelligence et leur intuition. Mais forcément, cette intuition, cette intelligence, cette audace historique ne peuvent pas être partagées automatiquement par tout un peuple. Il faut une adaptation et donc je considère que, pendant une certaine période qu'on appellera probatoire, les difficultés seront grandes, d'autant plus grandes qu'il faudra sortir de cette période un peu euphorique et justifiée, mais euphorique.

- QUESTION.- Une des difficultés que le nouveau gouvernement doit affronter est qu'il doit arriver à concilier les objectifs politiques avec les réalités économiques. Et je me demandais, en raison de votre longue expérience, si vous avez des remarques à faire dans ce domaine ?

- LE PRESIDENT.- Non et j'ai l'impression que les responsables actuels, et toute une partie de la société sud-africaine, sont parfaitement aptes à saisir les problèmes économiques de l'heure sans perdre de temps.

- Je ne pense pas que ce soit là une très grande difficulté. Je la vois surtout d'ordre psychologique car lorsque les difficultés commenceront à s'accumuler dans différents domaines, on aura tendance, peut-être, à incriminer les espérances déçues.\

QUESTION.- J'ai lu dans une interview récente que vous aviez accordée que, pour vous, Nelson Mandela était au même niveau que Gandhi ou Ben Gourion et d'autres, comme faisant partie des dirigeants les plus importants de ce siècle.

- LE PRESIDENT.- L'exemple de Mandela apparaîtra de plus en plus comme l'une des deux façons de voir et de comprendre l'avenir de l'Afrique dans son ensemble, et surtout de l'Afrique noire, avec cette complexité particulière d'une forte implantation blanche d'hommes et de femmes qui ont réalisé de grandes réussites et qui ont le droit d'être fiers de ce qu'ils ont fait. Donc, cela c'est une façon d'écrire l'histoire pour plus tard MM. Mandela et De Klerk auront été les deux hommes qui auront tenu la plume et qui auront pensé ce qu'il fallait écrire.

- L'autre façon, c'est de continuer avec des régimes d'autorité souvent immobilistes, avec un retour au tribalisme. Les uns sont allés vers l'unité, d'autres vont vers la division. C'est pour cela que Nelson Mandela a valeur de symbole, un symbole pour l'Afrique, mais il faut lui associer le Président de Klerk.\

QUESTION.- Quel est le rôle de la France en Afrique ?

- LE PRESIDENT.- Le rôle de la France en Afrique est inscrit dans une tradition qui a maintenant un siècle derrière elle, et dans certains endroits, comme le Sénégal, beaucoup plus d'un siècle. Au départ de ces relations, il y a la période coloniale qui avait ses défauts mais aussi ses qualités : parmi celles-ci, les Français ont assez bien réussi le développement éducatif, la formation aux responsabilités des populations locales, si bien que le passage à l'indépendance s'est fait sans grande douleur. Il n'y a pas eu de contentieux entre la France et les pays de l'Afrique noire, il n'y a pas eu de guerre comme en Indochine ou en Algérie pour s'en tenir à la France.

L'indépendance s'est faite par accord mutuel, et la plupart des Etats d'Afrique noire francophone nés de cette époque disposaient d'un personnel dirigeant déjà qualifié. Naturellement, à ce moment-là, il y avait un parti au pouvoir, il était assez difficile d'avoir des équipes de rechange et tout cela a eu tendance à aller vers la dictature d'un homme et d'un parti.

- Si bien qu'arrivé à la deuxième génération, on éprouve le besoin d'une vie démocratique, d'un Etat ordonné où les dépenses sont contrôlées, où la concussion s'atténue ou disparaît. Depuis que j'ai donné quelques indications dans mon discours de la Baule, en France, pour marquer que les choix de la France lieraient désormais les deux notions de démocratie et de développement, la plupart de ces Etats ont évolué, souvent avec courage, vers la démocratie à laquelle les populations n'étaient pas toujours préparées. Il reste quelques pays réfractaires, pas nombreux, mais nous ne sommes plus à la période coloniale. Je peux déplorer que cette situation n'ait pas assez évolué mais je ne peux rien imposer.\

QUESTION.- Quel est le but de l'intervention française au Rwanda ?

- LE PRESIDENT.- Le Rwanda n'a jamais été une colonie française : la colonisation a été allemande, belge et française mais au cours des vingt dernières années, une évolution s'est produite et le Rwanda francophone a souhaité s'appuyer davantage sur la France. En 1975, un accord militaire a été signé entre le Rwanda et la France, comme il en existe d'ailleurs avec beaucoup d'autres Etats d'Afrique noire. L'assistance militaire, cela consiste à organiser et à former des cadres de l'armée contre des agressions étrangères, mais cela ne consiste pas à prendre part à ces batailles. Les Français n'ont pas tiré une cartouche depuis le début de ces événements. Il y a avait d'ailleurs assez peu de militaires français au Rwanda, la valeur d'une compagnie. Auprès de qui ? Auprès du gouvernement légal, reconnu par l'Organisation de l'Unité africaine, reconnu par l'Organisation des Nations unies. C'est un pays qui avait accepté les indications de la Baule, en particulier le multipartisme. Neuf partis politiques avaient été créés. J'avais suspendu l'aide de la France à trois conditions : le respect des droits de l'homme, la négociation avec les minoritaires qui cherchaient à revenir par les armes, et une vie démocratique. Nous sommes arrivés à un accord, sous les auspices de la France.

- A la suite de cet accord j'ai reçu une lettre, que j'ai, de l'actuel chef du Front Patriotique Rwandais, celui qui dénonce la France aujourd'hui

Rwandais, celui qui dénonce la France aujourd'hui.

- Fin août 1993, il m'a adressé une lettre très chaleureuse de remerciements pour le rôle de la France, disant que sans la France on n'aurait pas pu aboutir à un accord qui organisait la présence des uns et des autres au gouvernement, celle des uns et des autres dans l'armée, un certain nombre d'institutions démocratiques et l'absence de toute répression.

- En fait, on allait vers cette situation quand au Burundi, où se posait exactement le même type de problèmes avec les mêmes ethnies, le Président élu démocratiquement, triomphalement, a été assassiné, avec plusieurs de ses ministres.

- Et puis, un peu plus tard, au Rwanda, l'avion où se trouvaient le Président Habyarimana, signataire des accords d'Arusha, et le nouveau Président du Burundi a été abattu.

- Alors a commencé une grande peur mutuelle et chacun a eu peur d'être tué par son voisin, il n'y avait plus aucune autorité.

- Dans la région de Kigali où était présente l'administration précédente, fondée sur l'ethnie hutue, on a massacré d'une façon abominable les tutsis. Que se passe-t-il de l'autre côté ? Je n'en sais rien. Mais il y a eu un déchaînement irrépressible qui n'a pas de nom, un génocide, passible de la justice internationale.

- Le Président, qui était plus sage que la plupart de ses partisans ayant disparu par assassinat, une vague a emporté le pays. C'est bien comme cela que les choses se sont passées. Cela continue depuis ce moment-là. Le Front Patriotique Rwandais doit naturellement l'emporter. Quant il l'aura emporté, il représentera 15 % de la population et que se passera-t-il ?

QUESTION.- L'intervention française est-elle à court terme pour empêcher le massacre ou sera-t-elle une intervention à plus long terme, en attendant que l'ordre politique soit rétabli ?

- LE PRESIDENT.- C'est une intervention à court terme, en attendant la relève par les Nations unies. Nous négocions avec M. Boutros-Ghali, pour que les délais soient raccourcis, pour que les forces des Nations unies arrivent le plus tôt possible. A ce moment-là, nous retirerons nos troupes intégralement.

- QUESTION.- Pensez-vous que les Nations unies, ou l'Afrique, devraient faire plus qu'elles ne font actuellement au Rwanda ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que l'Organisation de l'Unité Africaine aurait pu intervenir plus tôt et massivement, alors que seules de maigres troupes, des Sénégalais surtout, sont présentes.

- C'est nous-mêmes, d'ailleurs, qui avons demandé l'intervention des Nations unies et avec l'accord d'Arusha, la France elle-même avait demandé à disparaître complètement du point de vue militaire. C'est nous qui avons soumis cette résolution au Conseil de sécurité.

- QUESTION.- Comment se fait-il, quand les Français interviennent, qu'on les attaque beaucoup moins que si cela avait été les Britanniques ou les Américains ?

- LE PRESIDENT.- Nous intervenons extrêmement peu. Nous sommes intervenus militairement, et encore simplement sous la forme de menaces, au Togo et au Cameroun depuis quinze ans. Nous sommes intervenus militairement, d'une façon plus massive au Tchad, contre les incursions de la Libye, mais les soldats français n'ont pas pris part aux combats. Voilà trois occasions, avec le Rwanda aujourd'hui. Donc, c'est quand même très peu et les Français n'ont participé à aucune guerre, ils ont soutenu la logistique, surtout du Tchad, contre le Libye. Ce sont les exemples les plus évidents.

QUESTION.- Vous avez une longue expérience de l'Afrique, qui remonte aux années cinquante : partagez-vous le pessimisme du monde au sujet du continent africain ? Cet afro-pessimisme, dont on parle maintenant ?

- LE PRESIDENT.- On l'exagère. Parce que ce continent est surtout victime des agissements du monde industrialisé. A l'heure actuelle, les flux d'argent, de capitaux, sont toujours plus importants de l'Afrique vers le monde industriel que dans le sens contraire. Quel que soit le montant des aides bilatérales ou multilatérales, nous prenons toujours plus à l'Afrique que nous ne lui donnons. C'est le système qui est mauvais. Il faudrait ajouter un autre exemple. Beaucoup de ces pays, ont édifié des plans - de deux ans, de cinq ans - pour leur café, leur cacao, etc. Mais la spéculation sur quelques places boursières - Londres, Chicago, New-York -, démolit en 48 heures tous ces plans en jouant sur les prix des matières premières. Disons que le monde

capitaliste a une grosse responsabilité dans la difficulté qu'a l'Afrique à se tirer d'affaire.\

Question.- Est-ce que l'Afrique devrait être représentée au sein du Conseil de Sécurité ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que oui. Je pense qu'on ne peut pas se contenter de faire entrer l'Allemagne et le Japon. Ce serait reconstituer avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, la Russie qui se développe, la Chine aussi, le Conseil permanent des puissances. Je pense qu'il y a d'autres pays, je citerai le Brésil, l'Australie, le Nigéria, ou encore l'Inde, qui pourraient s'y ajouter. Mais, ce n'est pas moi qui décide.

- QUESTION.- J'ai lu dans l'Express que la France est obsédée par la stabilité du continent africain. Pensez-vous que la renaissance de l'Afrique pourrait commencer en Afrique australe ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que vous allez avoir une force exemplaire remarquable. Tous les yeux sont tournés vers vous et montrent qu'il est possible de donner à ce type de conflit une issue heureuse. Bref, le drame n'est pas toujours sûr.\

QUESTION.- J'aimerais poser quelques questions au sujet de la position de la France dans le monde, après la guerre froide. La France a-t-elle une position un peu particulière, différente de celle du reste de l'Europe comme dans le passé, ou fait-elle partie de l'Europe aussi en matière de politique étrangère ?

- LE PRESIDENT.- Je peux vous dire oui et non. Nous sommes membres de l'Union européenne, que nous avons fondée, nous avons là contracté des obligations, des devoirs et nous nous y soumettons. Nous avons, en revanche, une position particulière sur le plan militaire : la plupart de nos partenaires sont membres de l'Alliance atlantique & nous aussi, mais eux ont accepté d'entrer dans le commandement intégré, sous commandement américain & nous, nous en sommes sortis. Donc, nous sommes en dehors de l'organisation militaire. Bien entendu, nous discutons avec elle, nous avons de bons rapports, mais enfin, c'est déjà une différence sensible.

- Un jour, M. Reagan m'a demandé le survol du territoire français par des avions destinés - et encore je ne le sais qu'à demi-mot - à bombarder la Libye. Tout ça au nom du Pacte atlantique. Je lui ai répondu : "cela ne fait pas partie du Pacte atlantique, c'est en dehors de son aire géographique & ensuite, c'est une expédition dont je ne connais pas bien les objectifs & bombarder, mais bombarder quoi ? Pourquoi ?". Eh bien non, je n'ai pas accepté que l'on survolât le ciel français. Il y a comme ça, quelques exemples.

- QUESTION.- Quelles sont selon vous les principales menaces pour la stabilité mondiale dans les décennies à venir ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que la multiplication de l'arme atomique représente un danger majeur. Je pense également que le développement de la misère est encore plus dangereux que la bombe atomique. Et avec la misère, il y a le développement insensé de la démographie dans certains pays : voilà les menaces principales.\

QUESTION.- Considérez-vous la renaissance de l'Islam, vis-à-vis de l'Occident, comme étant un danger grave ?

- LE PRESIDENT.- Non. On ne peut pas qualifier de fondamentalisme la renaissance de l'Islam. Le fondamentalisme c'est même, pour certains docteurs de la loi musulmane, une hérésie & ce n'est pas l'enseignement du Coran. Donc, je ne pense pas que l'on puisse en parler en ces termes. La renaissance de l'Islam ne menace en rien l'Europe. Le fondamentalisme, avec la charia, c'est autre chose.

- QUESTION.- Richard Nixon, avant sa mort, s'est préoccupé de la façon dont la crise bosniaque avait été gérée avec la présence des musulmans, disant que ceux-ci pourraient semer les graines d'un affrontement beaucoup plus lourd ultérieurement. Ne partageriez-vous pas cette façon de voir ?

- LE PRESIDENT.- Personnellement, j'en écarte l'hypothèse. Les Musulmans en Bosnie méritent le respect. Ils doivent avoir leur place. Pour l'instant, ils l'ont. Ils ont même la première en Bosnie, mais il faut qu'ils aient la sagesse comme les Serbes et les Croates de trouver un modus vivendi : les guerres balkaniques, nous savons ce que c'est ! Elles sont interminables, très cruelles, et personne n'en tire profit.\

QUESTION.- Monsieur le Président, deux questions personnelles. Pourriez-vous me dire qui ont

été les dirigeants les plus impressionnants de votre époque ?

- LE PRESIDENT.- Je suis incapable de vous faire un classement. Ceux que j'avais cités dans cet article que vous avez rappelé tout à l'heure sont parmi les plus importants.

- QUESTION.- Et en Europe ?

- LE PRESIDENT.- En Europe, c'est connu : Willy Brandt est un personnage d'ampleur mondiale & Gorbatchev a joué un rôle historique incomparable : la fin de la guerre froide, la fin des blocs. Mais il y a quand même eu d'autres hommes & souvent ce sont des hommes qui vivent dans des pays plus petits, alors on les remarque moins. Je pense aussi à ceux qui ont fondé les premières communautés européennes : Monnet, Schuman, Gasperi, Spaak, Adenauer. Ce n'étaient pas forcément tous des grands personnages, mais ils ont été portés par une grande idée. De Gaulle et Churchill ont rempli des rôles déterminants pendant la guerre. D'autres encore.

- QUESTION.- Et parmi les dirigeants américains que vous avez rencontrés ?

- LE PRESIDENT.- J'ai connu les présidents Nixon, Reagan, Bush, Clinton, Carter, des secrétaires d'Etat qui ont été importants, Kissinger, Haig, Vance, Baker, Christopher. Mais à qui donnerais-je la palme ? C'est un peu délicat, ils sont presque tous vivants. J'ai bien mes préférences, mais vous ne seriez pas discrets. On va dire Martin Luther King.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pour la cinquième République, vous êtes le Président qui est resté le plus longtemps en charge et vous avez connu les changements les plus tumultueux de l'histoire, pourrait-on dire. Qu'aimeriez-vous que l'histoire retienne de vous ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que j'ai assuré la continuité française dans une paix civile exceptionnelle. Des querelles politiques, il y en a toujours beaucoup, mais nous avons la paix civile. Je crois pouvoir dire que pendant ces treize à quatorze ans, il n'y a jamais eu d'abus de droit. Ce n'est pas si ordinaire. Moi-même je me suis fait une règle : je n'ai jamais poursuivi la presse ou des livres qui m'attaquaient et pourtant il y en a énormément ! Quelquefois, j'en ai bien envie, mais je m'en tiens à ma règle. C'est la première fois dans l'histoire de France.

- Je crois qu'on a apporté quelques réformes sociales capitales, la suppression de tous les tribunaux d'exception militaires, l'abolition de la peine de mort. On a changé le visage administratif et politique de la France avec la décentralisation, loi capitale. Je pense que sur le plan social, il y a quelques mesures qui resteront : le temps de travail, l'âge de la retraite, la protection sociale, le RMI, la CSG. C'est aussi une période où l'on a engagé, sur le plan des arts et de la culture, une politique que l'on n'avait pas connue depuis le dix-neuvième siècle. Le budget de la culture a atteint 1 % du budget national, ce qui était la première fois. A Paris, nous avons entrepris une douzaine de grands travaux : le Louvre, le Muséum d'histoire naturelle, l'Opéra Bastille, l'Institut du Monde Arabe, le couronnement du quartier de la Défense, et bien d'autres choses encore. En province, trente-cinq à quarante oeuvres du même type. Je pense que c'est ce qui sera le plus positif.

- QUESTION.- Vous aimeriez que l'on cite dans votre bilan vos relations avec l'Allemagne, l'ennemi historique ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas parlé des affaires étrangères, mais naturellement : je crois que les progrès de la construction européenne fondés sur la réconciliation franco-allemande figureront au premier rang. Le traité de Maastricht en a été la traduction.

- QUESTION.- Monsieur le Président, je vous remercie et nous nous réjouissons de vous accueillir en Afrique du Sud.\